Compte-rendu Déjeuner-débat du 2 avril 2011

Réunion des Anciens Sciences Po

Section Océan Indien

Déjeuner-débat sur le thème:
**Regards croisés sur le statut de la femme
dans la société réunionnaise d'aujourd'hui**

Date: le 02 avril 2011 à 9h30

Lieu: Hell-Bourg (Salazie)

Intervenants :

Madame Elizéon, déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité hommes/femmes

Monsieur Mohamed Bhaghatte, Imam de la grande mosquée de Saint-Denis;

Monsieur Frédéric Turblin, directeur adjoint de la CAF Réunion.

La société réunionnaise, est traversée au même titre que la métropole, par certains clivages et la persistance d'inégalités, transcendant ainsi les générations. Parmi les fractures existantes, la situation des femmes semble tenir une place majeure. En effet par delà l'image d'une certaine exubérance exotique, le refuge auquel sont assimilées les femmes de la Réunion, leur pleine intégration à la société ne peut avoir tout son sens que par des valeurs plus émancipatrices, et une place active au sein du tissu économique.

Pour ce faire, jusqu'au 1er janvier, les services de l'État veillaient à l'application de la politique de parité envers les femmes, passant par l'égalité au niveau économique et social. De même, la promotion, la défense des droits, notamment contre les violences faites aux femmes ont permis des avancées indéniables sur les situations des femmes de la Réunion.

- **Sur le plan économique**, elles sont de plus en plus nombreuses à créer des entreprises (28% aujourd'hui contre 25% dans les années 2000) et tendent même à se diversifier, comme l'atteste la présence de coffreuses-brancheuses dans le bâtiment.

S'ajoutant à ce progrès significatif, il est à noter qu'aucune des entreprises créées ont subi de faillite. Leur sens de la finance et de l'économie, leur forte motivation accompagnée d'un sérieux leur ont donc permis de s'affirmer dans un monde entrepreneurial à tendance masculine. De plus, leur ont été conférées davantage de responsabilités, résultant des lois sur la parité datant de 2009.

Ainsi la Présidente du Conseil Général est une femme, et deux sénatrices ont été élues. Si elles étaient déjà investies dans le milieu associatif, elles le sont désormais sur le plan politique.

Néanmoins, malgré ce constat optimiste et porteur d'espoir, des progrès restent à faire.

Selon l'INSEE, le taux d'activité des femmes stagne depuis 2008, alors qu'elles représentent près de 46% de la population active. En outre, même si ces dernières perçoivent 95% du salaire des hommes en moyenne, il s'agit en réalité d'un lissage par le bas des salaires, puisqu'il s'agit du SMIC. Les cadres quant à eux font tomber ce taux à 80%.

De plus les femmes accèdent moins facilement au crédit bancaire, comme l'attestent les sommes dérisoires accordées et les forts taux de crédit.

Sont également remis en cause les champs de diversification des choix professionnels ainsi que la précarité de l'emploi puisque 50% des femmes actives, ne se partagent que 13 corps de métiers, travaillent à temps partiel, et ne profitent d'aucune évolution de carrière et de salaire. Dans le secteur de l'expertise comptable, si elles représentent 20% des effectifs, force est de constater que 80% des femmes abandonnent le métier, soit en cours d'étude ou dans les trois premières années suivant la remise de diplôme.

Alors quels éléments d'explication peut-on apporter?

S'ajoutant à la pénibilité du travail (période fiscale, rythme de travail), s'installer seule en libéral effraie et les femmes entre 28 et 35 ans constituent leur famille, quittant donc la profession dans l'optique de gérer leur vie de mère de famille. Après la maternité la perspective de retour dans le métier est quasiment nulle dans la mesure où la loi a évolué, et la remise à niveau nécessaire se révèle trop lourde.

Au niveau social qu'en est-il?

La violence conjugale concernait une femme sur six en 2002. *Depuis, la situation s'est-elle améliorée?*

Le suivi des violences entre 2008 et 2009 a montré que le nombre de plaintes a subi une augmentation de 11%. Cependant, force est de constater que le tabou se brise, les mentalités changent. Les femmes vont faire connaître la situation dans laquelle elles se trouvent, et les conjoints violents de leur côté s'adressent de manière croissante à des services spécialisés.

Par ailleurs, l'aspect des grossesses des mineures mérite d'être examiné. 1400 conceptions ont eu lieu chez les mineures, et 250 d'entre-elles (de moins de 15 ans) sont devenues mères. Il serait donc légitime de se questionner: « Qu'est-ce qu'une société qui accepte que des enfants éduquent des enfants ? » (Sophie Elizéon).

- Après avoir étudié l'évolution de la place de la femme dans la sphère économique et sociale, intéressons nous à présent à **la femme musulmane dans la société réunionnaise d'aujourd'hui**, au regard de M. Bhaghatte, Imam de la Grande Mosquée de Saint-Denis.

On aurait tendance à penser aujourd'hui, par les médias notamment, que la femme musulmane serait opprimée, prisonnière, à libérer.

Mais en réalité, comment vivent-elles leur foi ? Cette dernière n'est-elle pas justement facteur d'émancipation ?

Venons-en au constat véritable. Dans les années 40, la jeune femme musulmane vit chez ses beaux-parents une fois mariée, s'habille à l'indienne, comme subordonnée à leur mari alors que le Coran indique que les femmes sont la seconde moitié des hommes. Ces derniers agissant de la sorte allient donc culture et culte, culture indienne et culte musulman. En effet, placé à la 114^{ème} place concernant les écarts entre les sexes, l'Inde est la terre d'origine de la majorité des musulmans réunionnais, expliquant ainsi cette confusion entre culte et culture; d'où la nécessité de distinction.

40 ans plus tard, dans les années 80, les jeunes femmes musulmanes entreprennent des études en théologie islamique à l'étranger, permettant alors aux musulmans de la Réunion d'avoir une éducation en langue française, alors qu'elle était autrefois dispensée en ourdou ou en goudjrati. Cette nouvelle génération a alors rendu possible une égalité, la femme étant astreinte aux mêmes obligations que l'homme, et aux mêmes avantages, conformément à la doctrine de l'islam reposant sur une juste répartition. Déjà au VII^{ème} siècle, les femmes disposaient du droit à l'héritage et au divorce en Arabie Saoudite.

L'apport du savoir et de l'instruction a donc apporté une révolution au sein des femmes musulmanes réunionnaises, ouvrant la voie à une profonde évolution des mentalités.

Par les mutations sociales et juridiques en France depuis l'après guerre, les femmes réunionnaises ont obtenu un statut dans la société, notamment grâce à l'acquisition d'une autonomie financière, puisqu'elles sont désormais actives. Néanmoins, comme l'atteste le combat de Madame Elizéon, cette situation peut encore tendre à s'améliorer, car certaines valeurs, certains préjugés restent ancrés dans l'imaginaire collectif, véritables barrières à une complète intégration féminine.